

Tele2 France SA

14 rue des frères Caudron
78458 Vélizy Cedex
Tel: 01 39 45 44 44
Fax: 01 39 45 44 00

Monsieur Champsaur
Président de l'Autorité de Régulation des
Télécommunications
7, square Max Hymans
75015 Paris Cedex 07

Vélizy, le 28 mai 2004

Objet : Consultation publique sur la terminaison d'appel vers les mobiles.

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver ci-joint la réponse de Tele2 à la consultation publique de l'ART relative au marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles.

Je me réjouis de la **qualité du travail** entrepris par l'Autorité, qui débute ses analyses dans le cadre du nouveau paquet de directives européennes. Dans sa réponse, Tele2 a cependant souhaité attirer l'attention de l'ART sur la rigueur avec laquelle il semble nécessaire d'imposer aux opérateurs mobiles certaines obligations (**orientation vers les coûts, arrêt des discriminations, transparence**), **obligations raisonnables et proportionnées face aux problèmes rencontrés par le secteur des télécommunications et liés aux opérateurs mobiles**.

Tout d'abord, Tele2 affirme avec force que **les opérateurs mobiles abusent de leur position dominante** par rapport aux opérateurs fixes. Leur action est aujourd'hui visible sur notre activité, entraînant en France des baisses de trafic de près de X% (*chiffre confidentiel*) en 2004. La puissance des opérateurs mobiles est beaucoup plus marquée en France¹ que dans d'autres pays. A titre d'exemple, 16% des Français ont remplacé leur ligne téléphonique fixe par une ligne mobile contre 4 à 6% en Allemagne, en Suède ou en Angleterre. Bien évidemment les opérateurs fixes n'ayant pas d'activité mobile en France ne disposent pas, comme France Telecom ou Cegetel, d'un Orange ou d'un SFR pour rééquilibrer leurs comptes.

¹ Ainsi qu'en Italie et en Espagne.

Or, **les causes de ces déséquilibres ne sont nullement structurelles**, puisqu'en France, le réseau fixe est amorti et coûte structurellement moins cher que les réseaux mobiles :

- Les tarifs de terminaison d'appel vers les mobiles ne sont manifestement **pas orientés vers les coûts**, dont nous savons, au titre de nos activités mobiles dans d'autres pays², qu'ils n'excèdent pas 3 à 5 c€ par demi appel sur un réseau mobile. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que la terminaison d'appel coûte aujourd'hui environ 15c€/mn, est plus élevée que certains tarifs de détail tels que ceux des clients entreprises, à 9c€/mn³.
- La pratique du « **bill and keep** » permet aux opérateurs de ne pas se facturer les tarifs de terminaison d'appel, ce qui est une **discrimination illégale** vis-à-vis des opérateurs fixes.

Les opérateurs mobiles disposent dès lors de la faculté de créer des forfaits, dans lesquels le prix d'un appel mobile vers mobile est inférieur au prix d'un appel fixe vers mobile, et égal au prix d'un appel mobile vers fixe. Les consommateurs **substituent** alors les appels mobile vers mobile, aux appels fixe vers mobile et mobile vers fixe. A cet **effet tarif** s'ajoute un **effet forfait**, puisque même les forfaits bas de gamme contiennent un grand nombre d'heures de communications, ce qui incite les consommateurs à « terminer leurs forfaits » et finalement à **substituer** le mobile à l'ensemble de leurs communications. Ainsi aujourd'hui, 40% des appels passés sur un mobile, le sont à partir du domicile.

Aussi, **ces pratiques spolient directement les opérateurs fixes, et in fine les consommateurs**. En effet, elles ont eu pour conséquences secondaires des **inefficacités majeures** dans les réseaux fixes⁴ : au total **les Français paient plus cher leur téléphone, qu'il soit fixe ou mobile, et pâtissent d'une moindre qualité de service**. Le désagrément subi par le secteur est massif, dès lors que ce sont depuis 3 ans les opérateurs fixes qui investissent le plus en France, notamment dans l'ADSL (500 Millions d'Euros en 2004, plus que France Telecom).

C'est pourquoi, il me paraît indispensable de **remédier strictement à ces inefficacités** qui n'ont que trop perduré, en appliquant des remèdes proportionnés aux difficultés : **fin du bill and keep et simultanément, orientation vers les coûts des charges de terminaison d'appel**, afin que les tarifs de gros soient effectivement inférieurs aux tarifs de détail. Tele2 préconise simplement, **en conformité avec le droit de la concurrence et les directives Européennes** :

- La **transparence**, incluant la publication des méthodes, statistiques, et autres hypothèses, retenues pour l'évaluation des coûts, **la concertation effective de l'ensemble des acteurs du marché**, fixes et mobiles, et des calendriers précis permettant à tous de mesurer les prix moyens

² Tele2 est actuellement MVNO dans 5 pays d'Europe, opérateur de réseau mobile en Suède (GSM et UMTS, hébergeant 2 MVNO) et en Suisse. Le groupe Kinnevik opère en outre 40 réseaux mobiles dans 28 pays.

³ Vous savez que le coût de la terminaison d'appel est approximativement égal à celui d'un demi appel émis dans le réseau mobile. Si le prix d'un appel mobile vers mobile est inférieur à 9c€/mn, le coût d'un demi appel serait donc de 4.5c€ par demi appel, ce même demi appel nous étant facturé 15c€/mn.

⁴ Inefficacités créées par la situation actuelle : surinvestissements dans les « hérissons », afin que les opérateurs fixes puissent bénéficier des meilleurs tarifs de détail disponibles à 9c€/mn au lieu des tarifs de gros fixés à 15c€/mn ; sous-utilisation des lignes et des réseaux déjà installés qui conduit à des hausses de l'abonnement et à une stagnation des coûts d'interconnexion fixe au lieu d'une baisse, qui serait justifiée au regard du trafic Internet en pleine croissance.

sur un période donnée. La transparence est indispensable à l'ART elle-même : après concertation des acteurs, les décisions de l'Autorité ne sont plus contestables alors qu'elles peuvent l'être en cas d'opacité.

- **L'orientation stricte vers les coûts, conformément aux dispositions légales déjà en vigueur, et aux nouvelles directives** : dès lors que la terminaison d'appel sera orientée vers les coûts, donc inférieure aux prix de détail, les inefficacités cesseront **au bénéfice de tous**. Selon Tele2, le coût d'un demi appel mobile ne saurait être supérieur à 5c€/mn. Cette estimation de Tele2 doit être évaluée par l'ART, par le moyen d'un modèle de coût réalisé dans la transparence, et qui devrait faire l'objet d'une concertation multilatérale, par exemple dans le cadre du Comité de l'Interconnexion.
- Des **modalités d'interconnexion conformes à l'état de l'art** (in-span, colocalisation, liaisons de raccordement et liaisons de raccordement pour compte de tiers). Les opérateurs mobiles, avec 40 millions de clients, plus que France Telecom, doivent être en mesure de fournir les mêmes prestations, et de manière efficace, c'est-à-dire à des prix similaires à ceux du Catalogue de France Telecom.
- La **cohérence temporelle**, c'est-à-dire la publication à date fixe (31 décembre au plus tard) d'un Catalogue d'Interconnexion par les opérateurs mobiles, après concertation des opérateurs au cours du semestre le précédant. Cette méthode a été employée avec succès pour France Telecom, et permet de rendre incontestables les **mesures réelles de baisse des prix**, entre le 31 décembre et le 1er janvier, au lieu de mesures contestables de prix moyen sur une année donnée.
- La **fin immédiate des discriminations, notamment du bill and keep, sans condition**.

La situation ultra-profitable des opérateurs de téléphonie mobile ne laisse aucun doute sur le fait que l'application immédiate du principe d'orientation vers les coûts pour la tarification de leurs prestations de terminaison d'appels n'aurait aucun impact significatif sur leur activité, sauf peut être à permettre de ramener leur rentabilité à des niveaux plus concurrentiels. Cette situation de profitabilité extraordinaire est paradoxalement de plus en plus invoquée par ces opérateurs comme un droit, les exonérant soi-disant d'obligations qui n'ont été que trop retardées.

Si l'Autorité persistait à ne pas orienter strictement les tarifs de terminaison d'appel vers les coûts, une telle situation risquerait d'inciter les opérateurs de téléphonie fixe, abusivement lésés par les tarifs supra-concurrentiels des charges de terminaison d'appels, à engager d'éventuelles actions contentieuses pour bénéficier de prix acceptables et pour être indemnisés des préjudices subis.

En effet, **les obligations** qui, selon Tele2, doivent être imposées aux opérateurs mobiles sont **proportionnées et raisonnables** compte tenu des **objectifs** fixés aux régulateurs nationaux par la directive 2002/21/CE « cadre », et notamment 1°) le **bénéfice maximal des consommateurs** en termes de choix, de prix et de qualité, 2°) une **concurrence** qui ne soit ni entravée ni faussée dans le **secteur des communications électroniques** (et non seulement sur un marché pertinent donné), 3°) **l'efficacité** en matière d'investissements, d'innovations et de ressources rares, 4°) **le développement**

Tele2 France SA

14 rue des frères Caudron
78458 Vélizy Cedex
Tel: 01 39 45 44 44
Fax: 01 39 45 44 00

des réseaux, l'interopérabilité des services et la connectivité de bout en bout, 5°) **l'absence de discriminations**.

Je souhaite que cette contribution vous soit utile et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Jean-Louis Constanza
Directeur Général
Tele2 France